



le 9 août 1962

L.31.2. - Ca/hk

Confidentiel

Au Bureau d'intégration de la
Division du Commerce du
Département fédéral de
l'Économie publique

B e r n e

Monsieur le Ministre,

Me référant à votre circulaire du 26 juillet,
je crois utile de vous faire rapport comme suit:

Sous l'angle politique, je ne pense pas que nos négociations avec la CEE modifieront le jugement que le Vénézuéla porte sur notre pays qu'il considère comme le modèle de la sagesse politique et économique. Le fait que nous tenons à sauvegarder notre indépendance et notre statut de neutralité constitue à cet égard un élément d'autant plus sympathique au gouvernement actuel, qu'il s'est sans cesse posé en champion de la souveraineté nationale. Par ailleurs il est logique que, vu son éloignement de l'Europe, l'intérêt du Vénézuéla pour les aspects politiques de l'intégration est resté bien faible. En tant que pays des Caraïbes, il concentre forcément son attention sur les problèmes posés par Cuba, ses relations avec les États-Unis et la situation en Amérique Latine.

En revanche, il me paraît utile de répondre à vos questions concernant les perspectives d'exportations suisses au Vénézuéla, ainsi que sur la position de mon pays de résidence à l'égard de la stabilisation des marchés des matières premières.

I) Il est évident que les possibilités d'écoulement de nos produits dépendront de la capacité d'absorption du marché, celle-ci étant conditionnée à son tour par l'évolution générale de l'économie. Or, si les prévisions en matière économique sont toujours délicates, c'est particulièrement vrai pour le Vénézuéla dont la structure est très spéciale et qui constitue un cas "sui generis"; à la fois le plus riche de l'Amérique Latine et probablement l'un des plus sous-développés

./.



sous l'angle des structures économiques ou sociales. Alors que le pétrole représente plus de 90 % de ses exportations, les devises qui en proviennent servent principalement à alimenter les caisses de l'état. Or pendant trop longtemps, indépendamment d'une gestion déplorable des fonds publics, le Vénézuéla n'a pas su investir intelligemment pour corriger les obstacles et les défauts qui s'opposent au progrès de son économie. En effet, alors que les revenus fiscaux versés par les compagnies pétrolières augmentaient et représentaient le 60 % des recettes du trésor, les postes du budget concernant l'éducation et l'hygiène restaient beaucoup trop modestes vu les efforts considérables qui sont nécessaires dans ces deux domaines. Le boom qui a précédé immédiatement la chute de la dictature - on l'oublie trop souvent - a été dû, plus encore qu'à la confiance inspirée par un régime fort, à l'inflation éperdue à laquelle il s'est livrée au mépris de l'accroissement fabuleux de la dette publique.

Ce n'est que depuis trois ans que, sous un régime démocratique, le Vénézuéla s'efforce de parer au plus pressé. Mais les résultats sont encore bien maigres, vu l'ampleur de la tâche. Le Président Betancourt, en politicien habile et qui connaît bien son pays, a réussi jusqu'ici à le protéger des poussées de l'extrême-gauche et tant bien que mal à se concilier les milieux d'affaires qui ont fait leur deuil des profits faciles pour réaliser que tout vaut mieux qu'une dictature castriste. Mais il faudra encore bien du temps pour faire du Vénézuéla une nation équilibrée.

- II) Néanmoins le grand point d'interrogation et d'incertitude reste l'évolution politique. En effet, le problème majeur dont la solution conditionnera l'évolution du pays est constitué par l'énorme accroissement démographique de 4 % l'an. En dix ans, la population active a passé de 1,7 millions à 2,4 millions, soit une augmentation de 40 %! Si, comme il est vraisemblable, ce phénomène persiste, la population du Vénézuéla qui compte aujourd'hui environ 7 millions d'habitants en aura 10 millions en 1970. Ce phénomène n'aurait rien de très alarmant si parallèlement le produit national pouvait augmenter dans les mêmes proportions. Or, comme le pétrole restera pendant encore de nombreuses années la source principale des revenus du pays, il convient de voir quelle pourrait être l'évolution dans ce secteur. Malheureusement, depuis les experts de la CEPAL et de la Banque Mondiale jusqu'à ceux des compagnies pétrolières, tous estiment que les prévisions concernant les ventes de pétrole vé-

nézuélien ne sont pas très favorables, vu la conjoncture sur le marché mondial du pétrole. Actuellement déjà on doit constater qu'en face d'une augmentation de la production annuelle de 13 % au Moyen-Orient, celle du Vénézuéla n'accuse que 4 %. Néanmoins (et c'est pourquoi l'analyse des possibilités d'avenir de ce pays est si hasardeuse) il suffirait d'une crise en politique internationale telle que la guerre de Corée ou l'affaire de Suez pour changer la situation. Cette éventualité mise à part, il faudra que le Gouvernement, au cours des prochaines années, trouve des solutions pour procurer de nouveaux emplois et améliorer les conditions de vie, faute de quoi des tensions sociales ne manqueront pas de se produire. Par ailleurs de nouvelles élections auront lieu l'an prochain. Il est possible qu'un glissement à gauche se produise à cette occasion et que l'orientation de l'économie en subisse les effets. L'avenir reste donc passablement incertain.

III) L'évolution de notre commerce avec le Vénézuéla depuis dix ans a suivi une courbe ascendante très réjouissante (même si l'on exclu la poussée des années de boom 1958/1959), ainsi que le témoigne le tableau suivant:

(en millions de francs)	<u>1952</u>	<u>1957</u>	<u>1961</u>
Exportations	47,4	80,4	84
Importations	<u>24,2</u>	<u>18,9</u>	<u>6,2</u>
	+ 23,2	+ 61,5	+ 77,8

Il n'y a aucune raison de penser qu'à court terme, si le pays reste à l'abri des convulsions politiques internes, nos exportations ne se maintiendront pas au niveau actuel. Elles auront même tendance à se développer. En effet, l'effort d'industrialisation du pays, avec l'aide financière extérieure, entrainera un besoin croissant d'équipements industriels. Ces dernières années, de belles possibilités d'affaires se sont déjà présentées par les livraisons de machines destinées à la création d'usines textiles, de fabriques de denrées alimentaires, de manufacture de papier ou des laboratoires de produits pharmaceutiques.

Il est vrai que cette fabrication locale concurrence déjà la nôtre et rendra toujours plus difficile l'accès du marché à nos textiles et même certaines de nos spécialités alimentaires ou pharmaceutiques. Dans ces deux derniers secteurs, toutefois, la production vénézuélienne s'effectue souvent sous licence suisse. Cela nous vaudra donc des rentrées d'invisible qui pourront compenser

- 4 -

dans une certaine mesure la diminution de nos exportations de produits finis. Par ailleurs, comme l'a relevé récemment la Fédération Horlogère, le Vénézuéla reste un des marchés de l'Amérique Latine des plus intéressants pour notre horlogerie.

- IV) Il convient cependant de faire ici une brève mention du déséquilibre de nos échanges avec le Vénézuéla. Les exportations vénézuéliennes sont tombées de 24 à 6 millions de francs en 10 ans. L'excédent en notre faveur est actuellement de l'ordre de 80 millions de francs. Cela nous fait prendre place parmi les principaux pays créditeurs du Vénézuéla aux côtés de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique et du Japon. Les raisons de cette situation sont bien connues: nous n'achetons guère directement du pétrole vénézuélien. Ce déséquilibre en réalité est inférieur à ce qu'il paraît dans les statistiques du commerce entre les deux pays, si l'on tient compte des exportations depuis les Antilles Néerlandaises, ou d'ailleurs, de pétrole raffiné, de provenance vénézuélienne. Il n'en reste pas moins que ce fait constitue un nuage au tableau de nos relations économiques. Jusqu'ici heureusement, nous n'avons jamais été menacés de mesures discriminatoires, malgré l'absence d'un *modus vivendi* qui, soit dit en passant, n'aurait plus guère d'intérêt à la veille de la révision du traité de commerce liant les Etats-Unis au Vénézuéla.

Or comme je le relevais dans mon rapport du 23 juillet, le Vénézuéla emboîte de plus en plus le pas à la tendance des producteurs de matières de base, de revendiquer des débouchés sûrs et à des prix stables pour ces dernières. Dans son discours prononcé en qualité d'observateur du Vénézuéla à la conférence du Caire, le mois passé, le Ministre de la planification, Pérez Guerrero, a déclaré que "les pays en voie de développement aspirent à ce que les pays industrialisés ne prennent pas la voie dangereuse de la discrimination et de la hausse des droits de douane." Il a ajouté qu'"il était nécessaire pour le bien de tous de trouver des formules pratiques qui tempérèrent les efforts nocifs du mouvement d'intégration."

En outre il est intéressant de lire un article significatif paru le 29 juillet (voir copie ci-jointe) à propos de la création de la raffinerie d'Aigle et qui conclut par ces mots: "Il existe donc la possibilité que le pétrole vénézuélien puisse prendre une plus grande part dans la consommation suisse."

- V) Jusqu'ici le gouvernement a su conserver sa place à la libre entreprise. Mais en face des énormes tâches de sous-

- 5 -

développement qu'il doit affronter, pourra-t-il le faire encore longtemps? Il sera d'autant plus tenté d'intervenir directement dans l'économie qu'il dispose d'une grande part du produit national brut. Actuellement la Corporation Vénézuélienne du Pétrole, organe étatique créé pour l'exploitation des gisements du domaine public, n'a qu'une existence symbolique, puisqu'elle ne dispose que de cinq puits. Mais la tendance est de lui faire jouer un plus grande rôle dans l'avenir.

En outre, l'Etat continuera et devra développer ses investissements non seulement dans le domaine des communications (routes, réseaux téléphoniques, etc.), mais aussi dans la construction d'écoles et d'hôpitaux, dans l'agriculture (réforme agraire) et enfin dans la production industrielle primaire (sidérurgie et pétrochimie, projet d'aménagement de la Guyane, etc.). Il faudra donc toujours plus traiter avec les organes étatiques pour de nombreuses fournitures. C'est pourquoi on peut penser qu'il sera utile, pour maintenir le courant de nos exportations, de ne pas négliger les aspirations du Vénézuéla, non seulement à une aide technique ou financière, mais encore à un accroissement de ses ventes de pétrole en Europe à des prix stables. En cas d'échec des pourparlers avec la CEE cela sera d'autant plus nécessaire (et éventuellement plus facile) si, de son côté, le Marché Commun porte ses regards vers d'autres sources d'approvisionnement ou vers des territoires privilégiés pour son aide financière.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Annexe

1 article de presse

L'Ambassadeur de Suisse:

sig. Turrettini

Copies à - M. l'Ambassadeur P. Micheli, Secrétaire général du Département politique fédéral;

- M. l'Ambassadeur E. Stopper, Directeur de la Division du Commerce du Département fédéral de l'économie publique.

COPIE

"LA REPUBLICA" 29 Julio de 1962.

Nuestro Petróleo está conquistando el Mercado Suizo.

Las importaciones de petróleo por parte de Suiza, que en 1961 alcanzaron un promedio de 88 mil barriles diarios, fueron cubiertas en un 6 por ciento por Venezuela, observándose en este mercado una tendencia favorable para nuestro país, del cual posiblemente dependiera en mayor escala para un futuro que se juzga inmediato, ya que aquella nación ve con cierta intranquilidad las actuales fuentes de suministro, particularmente en lo que se refiere al petróleo soviético, el cual podría, según dicen, suspenderse por razones políticas.

Aún cuando se trata de un país pequeño, Suiza es un mercado petrolera de importancia en Europa Occidental. La participación del petróleo en el consumo total del país ha aumentado en los últimos años, de un modo superior a lo previsto. En 1959, la participación del petróleo era del 47 por ciento y para 1961 había subido al 53 por ciento. Esta ha sido la primera vez en Suiza que el petróleo ha llegado a cubrir más de la mitad del consumo total de energía, y se espera que esta tendencia continúe, debido a que la utilización de los recursos hidroeléctricos ha llegado a su límite máximo, no pudiendo, por otro lado, ser substituída por el carbón en cuanto a la necesidad de cubrir los aumentos de la demanda de energía.

En la actualidad, Suiza está construyendo su primera Refinería de petróleo, con capacidad para 38 mil barriles diarios, siendo susceptible de elevarla a 57 mil barriles. Dicha refinería será abastecida por medio de un oleoducto que construye la Empresa Estatal Italiana (ENI), pero una vez en operación, se cree que las fuentes de abastecimiento del país serán modificadas. En este último sentido cabe la posibilidad de que el petróleo venezolano entre a tomar parte en la cobertura del consumo suizo en una mayor proporción.